



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juin 2024



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juin 2024

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	5
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	15
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Liquidité bancaire	15
3.4. Monnaie	17
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	18
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	18
4.2. Marché des titres de la dette publique	19
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	20
5.1. Croissance	20
5.2. Monnaie	21
5.3. Inflation	21
ANNEXES STATISTIQUES	23

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En **mai 2024**, l'économie est restée vigoureuse dans les pays avancés, tandis que certains pays émergents ont connu un ralentissement. Dans les pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA, l'activité économique a, dans l'ensemble, enregistré une amélioration.

Aux **États-Unis**, la croissance est demeurée robuste, portée par la bonne tenue des services et l'augmentation des nouvelles commandes dans le secteur manufacturier. En **zone euro**, l'activité du secteur privé a progressé, tirée par une demande plus forte et un regain de confiance des entreprises. Au **Royaume-Uni**, l'activité économique a continué de se consolider, en lien avec la croissance de la production dans les secteurs manufacturier et des services.

En **Chine**, l'activité économique a progressé par rapport à avril 2024, grâce à une accélération de la production dans les secteurs manufacturier et tertiaire. En **Inde**, la croissance a ralenti, en lien avec la baisse de la production de biens et de services, ainsi que l'accroissement des coûts des intrants. L'**Afrique du Sud**, pour sa part, a connu une légère amélioration de l'activité du secteur privé dans un contexte marqué par la croissance des nouvelles commandes en provenance de l'étranger.

En Afrique de l'Ouest, l'activité économique s'est renforcée au **Nigeria** grâce à une demande accrue des consommateurs qui a stimulé la production et les nouvelles commandes, notamment dans l'industrie manufacturière. Au **Ghana**, l'activité du secteur privé a progressé, en raison de la croissance constante de la production et des nouvelles commandes.

Les prix des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont baissé, en lien avec le recul des cours des produits agricoles et énergétiques. En revanche, les prix des produits alimentaires importés se sont accrus compte tenu de conditions météorologiques défavorables et de restrictions à l'exportation imposées par les pays producteurs.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, en lien avec la vigueur de la demande intérieure. Le taux d'inflation est ressorti à 4,3% en mai 2024, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à son niveau du mois précédent.

Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 6,12% en mai 2024, en hausse de 5 pnb par rapport à son niveau du mois précédent. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont légèrement durcies en avril 2024 (taux débiteurs : 7,19%, contre 7,01% en mars 2024 et 6,77% un an plus tôt).

La masse monétaire a enregistré une progression de 2,7%, en glissement annuel, à fin avril 2024, après 3,7% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+5,8%), dont l'effet a été atténué par la dégradation des Actifs Extérieurs Nets (-37,6%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 5,4% et 5,7% respectivement aux deuxième et troisième trimestres 2024, après une croissance de 5,1% au premier trimestre 2024. Cette dynamique serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. En ce qui concerne le niveau des prix, les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 4,0% en juin 2024 et 3,9% en juillet 2024, en lien avec le maintien des pressions sur les prix des produits céréaliers, notamment dans les pays sahéliens dont la production céréalière s'est contractée au cours de la campagne agricole 2023/2024.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 21 juin 2023

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

L'activité économique mondiale a montré des signes de vigueur en mai 2024 dans les pays avancés, soutenue par une accélération notable dans les secteurs manufacturier et des services, tandis que certains pays émergents ont connu un ralentissement lié notamment à la hausse des coûts de production et à une détérioration des conditions météorologiques.

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique est restée robuste avec un indice PMI composite à 54,4 points en mai 2024, contre 51,3 points le mois précédent. La hausse de l'activité du secteur privé américain est principalement due à la forte croissance de la production dans le secteur des services (54,8 points) et une augmentation des nouvelles commandes dans le secteur manufacturier. En **zone euro**, l'indice composite des directeurs d'achat a enregistré sa plus forte augmentation depuis mai 2023 pour s'établir à 52,2 points après avoir atteint 51,7 points un mois auparavant. Cette évolution est attribuable à une demande plus forte qui a stimulé la production et l'emploi, ainsi qu'à l'amélioration de la confiance des entreprises. Au **Royaume-Uni**, les données indiquent une croissance solide de l'activité du secteur privé. L'indice PMI composite est ressorti à 53,0 points en mai 2024, après 54,1 points le mois précédent, en lien avec la bonne tenue de la production dans les secteurs manufacturier et tertiaire et l'augmentation des embauches dans les services. L'indice composite des directeurs d'achat du **Japon** pour le mois de mai 2024 s'est établi à 52,6 points contre 52,3 points le mois précédent. La progression de l'activité du secteur privé est imputable à une croissance robuste dans le secteur des services, une stabilisation de la production manufacturière et un accroissement des nouvelles commandes.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique en **Chine** a atteint 54,1 points en mai 2024, en lien avec l'augmentation de la production dans les secteurs manufacturier et tertiaire, une progression des nouvelles commandes et une amélioration de l'emploi. En **Inde**, les données indiquent la plus faible expansion de l'activité du secteur privé depuis décembre 2023 avec un indice composite de 60,5 points en mai 2024 contre 61,5 points en avril 2024. Cette évolution est liée au ralentissement de la production de biens et de services, ainsi qu'à l'accroissement des coûts des intrants et des prix à la production. En **Russie**, l'activité du secteur privé a connu la hausse la plus lente depuis 16 mois en raison de la diminution de l'activité dans le secteur des services et de la hausse des coûts des intrants pour le secteur manufacturier. L'indice PMI composite est ressorti à 51,4 points en mai 2024, contre 51,9 points un mois auparavant. L'activité économique au **Brsil** a également ralenti en rythme mensuel, passant de 54,8 points en avril à 54,0 points en mai, en lien avec la décélération de la production de biens et les conséquences des inondations sur les entreprises situées dans l'Etat du Rio Grande do Sul. En revanche, les bonnes performances du secteur des services et l'augmentation des ventes du secteur privé ont soutenu l'activité. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite s'est légèrement amélioré, passant de 50,3 points en avril à 50,4 points en mai 2024. La progression de l'activité du secteur privé est attribuable à une accélération de la croissance de l'emploi, une amélioration des nouvelles affaires provenant de l'étranger et un renforcement de l'optimisme à l'égard des perspectives à un an.

Au niveau des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI composite du **Nigeria** a connu une hausse à 52,1 points, après 51,1 points en avril 2024, reflétant une progression de la demande et de la production, dans un contexte d'amélioration des délais de livraison des fournisseurs, grâce à des paiements rapides. L'activité économique au **Ghana** a progressé à 51,6 points en mai 2024, après 51,3 points le mois précédent. Cette tendance haussière a été soutenue par la croissance continue de la production et des nouvelles commandes.

1.2. Actions des banques centrales

En juin 2024, les principales banques centrales à l'échelle mondiale ont pris des décisions contrastées. Certaines banques centrales ont maintenu leurs taux inchangés, soulignant la nécessité d'une politique monétaire stricte en vue d'une baisse durable des prix, tandis que d'autres commencent à réduire les taux en réponse à une baisse de l'inflation.

Au niveau des pays avancés, la **Réserve fédérale américaine (FED)** a décidé, lors de sa réunion du 12 juin 2024, de maintenir la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 5,25% et 5,50%. Les responsables de l'institution estiment qu'il n'est pas approprié de réduire les taux avant d'avoir la certitude que l'inflation évolue durablement vers l'objectif de 2%. A cet égard, les Autorités de la FED n'envisagent qu'une seule réduction des taux cette année. La **Banque centrale européenne (BCE)** a, le 6 juin 2024, abaissé ses taux d'intérêt directeurs de 25 points de base (pdb) après neuf mois de stabilité, en réponse à une baisse de l'inflation de plus de 2,5 points de pourcentage depuis septembre 2023. Ainsi, le taux des opérations principales de refinancement a été réduit à 4,25%, le taux de la facilité de dépôt à 3,75% et le taux de la facilité de prêt marginal à 4,50%. Toutefois, les prévisions d'inflation globale et sous-jacente ont été révisées à la hausse pour 2024 et 2025, en raison de tensions sur les prix intérieurs, notamment dans les services, qui restent élevées. A ce titre, pour ce qui concerne le rythme de la baisse des taux, la BCE se dit prudente et entend fonder ses décisions sur les données. La **Banque du Japon (BoJ)** a, le 14 juin 2024, maintenu inchangé son taux d'intérêt à court terme dans une fourchette de 0% à 0,1%, en annonçant toutefois son intention de commencer à réduire progressivement ses achats massifs d'obligations d'Etat après sa réunion de juillet 2024, dans le cadre d'un retrait de ses mesures de relance monétaire. La **Banque d'Angleterre (BoE)** a, lors de sa réunion du 20 juin 2024, décidé de maintenir son taux directeur à 5,25%. Le Comité de politique monétaire s'est engagé à maintenir une politique monétaire restrictive jusqu'à ce que les risques d'inflation diminuent durablement. Il reste vigilant face aux pressions inflationnistes persistantes et ajustera sa politique si nécessaire en fonction des données et prévisions économiques à venir. La **Banque nationale suisse** a réduit son taux directeur de 25 points de base à 1,25% le 20 juin 2024, après une décision similaire lors de la précédente réunion, en raison d'une diminution des pressions inflationnistes sous-jacentes et de la force du franc suisse. Cet ajustement vise à maintenir des conditions monétaires appropriées, l'inflation étant actuellement principalement tirée par la hausse des prix des services intérieurs. La **Banque du Canada (BdC)** a, lors de sa réunion du 5 juin 2024, décidé d'abaisser son taux d'intérêt directeur de 25 pdb à 4,75%, tout en indiquant que d'autres réductions de taux seraient appliquées si l'inflation continue de ralentir comme prévu. La BdC estime que la désinflation converge vers l'objectif de 2%, ce qui justifie une politique moins restrictive.

Dans les pays émergents, la **Reserve Bank of India (RBI)** a maintenu son taux de référence à 6,50% lors de sa réunion du 7 juin 2024, soulignant que la vigueur de la croissance économique permettrait à la RBI de se concentrer davantage sur la réduction de l'inflation vers son objectif à moyen terme de 4%. L'inflation s'est établie à 4,9% en avril 2024, restant dans la fourchette cible de 2% à 6% de la RBI. La **Banque centrale du Brésil** a maintenu son taux directeur à 10,50% lors de sa réunion du 18 juin 2024, dans un contexte où les attentes d'inflation pour 2024 et 2025 sont respectivement de 4,0% et 3,8%. Toutefois, le Comité de politique monétaire souligne l'importance d'une politique monétaire prudente compte tenu de l'incertitude des conditions nationales et internationales. La **Banque centrale de Turquie** a, le 23 mai 2024, maintenu inchangé son principal taux directeur à 50,00% pour contenir l'inflation dont le taux est ressorti à 69,8% en avril 2024, contre 68,5% le mois précédent. L'institution a précisé que l'orientation monétaire restrictive sera maintenue jusqu'à ce qu'un déclin significatif et durable de la tendance de l'inflation soit observé. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a, le 30 mai 2024, maintenu son taux directeur à 8,25%, pour contrer l'inflation malgré une légère baisse des prix à

5,2% en avril 2024, contre 5,3% le mois précédent. Cette décision intervient alors que la SARB anticipe que l'inflation atteindra l'objectif médian (4,5%) de sa fourchette cible au deuxième trimestre 2025.

En Afrique, la **Banque du Ghana (BoG)** a, lors de sa réunion du 27 mai 2024, maintenu inchangé son taux directeur à 29,00%, dans le but de contrôler l'inflation et de renforcer la monnaie locale. L'inflation s'est légèrement atténuée à 25,0% en avril 2024, après un pic de quatre mois de 25,8% en mars 2024, en raison de la faiblesse persistante du cedi liée à l'augmentation de la demande de devises étrangères pour les importations.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2023 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Taux directeur au 20 juin 2024 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en mai 2024 (%)
Pays avancés					
États-Unis	100	0	{5,25 -5,50}	2,0	3,3
Zone euro	200	-25	4,25	2,0	2,6
Royaume-Uni	175	0	5,25	2,0	2,0
Pays émergents					
Chine	-20	0	3,45	3,0	0,3
Russie	850	0	16,00	4,0	8,3
Inde	25	0	6,50	5,7	4,8
Brésil	-200	-125	10,5	{3,75+/-1,5}	3,9
Afrique du sud	100	0	8,25	{3,0 - 6,0}	5,2
Pays en développement					
Nigeria	225	750	26,25	{6,0 - 9,0}	34,0
Ghana	300	-100	29,00	{8,0+/-2,0}	23,1
CEMAC *	50	0	5,00	3,0	5,5

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2024

1.3. Marchés des matières premières

En mai 2024, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a baissé de 11,1%, en lien avec le recul des cours des produits agricoles et énergétiques. En revanche, celui des prix des produits alimentaires importés a augmenté de 5,0% en raison de conditions météorologiques défavorables et de restrictions à l'exportation imposées par les pays producteurs.

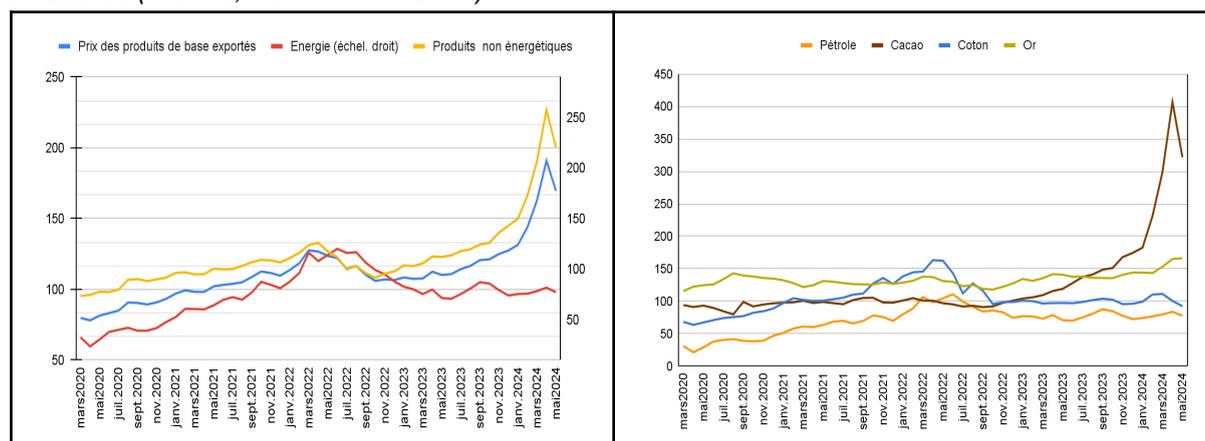
L'indice des prix des principaux **produits de base exportés** par les pays de l'UEMOA a enregistré une baisse, en glissement mensuel, de 11,1% en mai 2024, contre un accroissement de 17,3% le mois précédent. Cette contraction s'explique par le repli des cours de certains produits agricoles (**cacao** : -20,9%, **coton** : -8,3%, **huile de palmiste** : -7,8%, **café** : -6,2%, **huile de palme** : -6,1%, **caoutchouc** : -0,4%). Les prix des produits énergétiques ont également diminué, en lien avec le recul des prix du **pétrole** (-5,7%), atténué par l'accroissement des cours du **gaz naturel** (+11,5%). Au niveau des fertilisants, les cours du **phosphate** ont connu un déclin en mai 2024 (-4,2%). Par contre, un renchérissement a été relevé au niveau des métaux précieux et des minéraux. Les cours du **zinc** ont augmenté en mai 2024 (+7,9%) et ceux de l'**or** (+0,9%) se sont également accrus.

La baisse des cours du **cacao** s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs, notamment les anticipations d'une baisse de la demande due à l'augmentation des prix du chocolat et la revente massive par les investisseurs de leurs contrats sur le produit afin de sécuriser les bénéfices réalisés avant que les conditions du marché ne se détériorent. Les prix du **coton** ont reculé en raison des inquiétudes concernant la faiblesse de la demande et des conditions météorologiques favorables qui améliorent les prévisions de récoltes abondantes aux États-Unis, en Australie et en Inde. Les cours des **huiles de palme** et de **palmiste** ont baissé eu égard à la

diminution des prix des huiles concurrentes, en particulier l'huile de soja. La perspective d'une augmentation de la production en Malaisie et en Indonésie a renforcé la pression à la baisse sur les prix. La baisse des cours du **café** s'explique principalement par une hausse des stocks mondiaux de café arabica qui ont atteint leur plus haut niveau depuis un an. La diminution des cours du **caoutchouc** est en partie attribuable au démarrage de la récolte dans les zones de production, notamment en Asie du Sud-Est et en Afrique de l'Ouest. S'agissant du **pétrole**, les prix ont fléchi en raison d'un meilleur approvisionnement du marché face à une demande plus faible que prévu. En effet, les pays membres de l'OPEP+ ont dépassé leur limite convenue de 568.000 barils supplémentaires par jour en avril 2024. En ce qui concerne les engrais **phosphatés**, les cours ont régressé en lien avec la production accrue d'ammoniac et la poursuite des exportations de la Biélorussie et de la Russie malgré les sanctions occidentales.

En revanche, les prix du **gaz naturel** ont augmenté en mai 2024 en raison d'une diminution récente de la production, de la persistance des tensions géopolitiques et de l'augmentation des importations asiatiques. La hausse des prix du **zinc** est imputable aux attentes d'une demande croissante, stimulée par les mesures de soutien économique en Chine, ainsi qu'aux prévisions de réduction des taux d'intérêt qui suscitent l'espoir d'une amélioration des perspectives industrielles. Le renchérissement de l'**or** s'explique par l'accroissement des achats du métal jaune par les entreprises et les banques centrales, conjugué aux attentes d'une possible détente de la politique monétaire américaine, qui renforce l'attrait de l'or en tant que valeur refuge.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à mai 2023, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 54,0%, après un accroissement de 69,7% le mois précédent. La hausse des cours concerne les produits agricoles (**cacao** : +170,2%, **café** : +47,2%, **caoutchouc** : +26,3% et **huiles végétales** : +8,0%), les minéraux (**uranium** : +64,8%), les métaux précieux (**or** : +18,2%), le **pétrole** (+7,9%) et les fertilisants (**phosphate** : +2,4%). En revanche, les prix du **gaz naturel** (-4,6%), du **coton** (-5,2%), du **zinc** (-4,5%) et du **bois en grume** (-23,3%) se sont repliés.

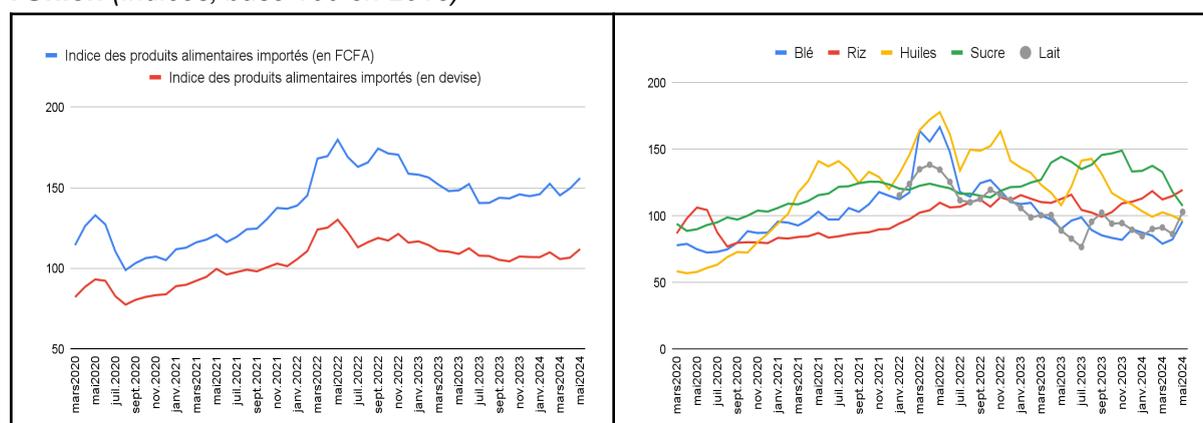
Les prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA se sont accrus de 5,0% en mai 2024, en variation mensuelle, après une hausse de 0,9% un mois auparavant. Le renchérissement concerne le **lait** (+19,1%), le **blé** (+16,7%) et le **riz** (+4,0%). En revanche, les prix du **sucre** (-4,4%) et de l'**huile de soja** (-3,6%) se sont repliés.

L'augmentation du prix du **lait** est liée à la diminution de la production laitière dans les principaux pays fournisseurs du marché, notamment l'Argentine, les États-Unis et, dans une moindre mesure, l'Union européenne. Les prix du **blé** ont, pour leur part, progressé en raison des

conditions météorologiques difficiles, notamment les gelées dans les régions céréalières de Russie et les inondations au Brésil qui ont affecté les récoltes. S'agissant du **riz**, la hausse des cours est attribuable à la baisse de l'offre en Thaïlande et à la forte demande provenant en particulier de l'Indonésie et du Brésil. En outre, les restrictions à l'exportation en vigueur en Inde, telles que les interdictions sur le riz blanc non Basmati et l'application d'un droit de 20% sur le riz étuvé, exacerbent cette montée des prix.

En revanche, les prix du **sucre** brut ont reculé en raison de l'abondance de l'offre en provenance des principaux producteurs mondiaux. En effet, le Brésil, plus grand exportateur de sucre, devrait enregistrer sa deuxième plus grande récolte estimée à 1,8 million de tonnes. Quant au repli des cours de l'**huile de soja**, il découle principalement d'une faiblesse de la demande, notamment de la part de l'industrie des biocarburants, qui représente une part importante du marché du soja et connaît une activité moins soutenue.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2023, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont progressé de 2,8%, après une baisse de 3,4% le mois précédent. Cette dynamique baissière a été imprimée par le repli des cours de l'**huile de soja** (-10,7%) et du **sucre** (-14,1%). En revanche, les prix du **lait** (+15,6%), du **blé** (+6,4%) et du **riz** (+6,0%) se sont renforcés.

Exprimés en franc CFA, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont progressé de +5,1%, suite à la hausse des prix du lait (+16,3%), du blé (+7,0%), du riz (+6,7%) et des huiles (+5,0%). La baisse des cours du sucre (-26,0%) a atténué la tendance.

1.4. Marchés financiers

Les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu une progression au cours du mois de mai 2024, en raison des attentes de réduction des taux directeurs et des solides performances des entreprises du secteur technologique.

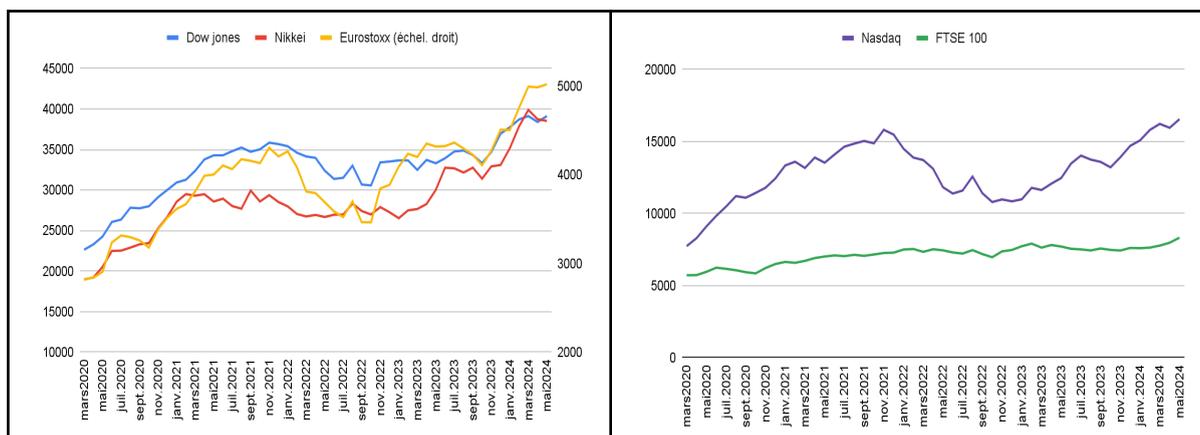
1.4.1. Les places boursières

Les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu des évolutions globalement haussières par rapport au mois précédent à l'exception de l'indice NIKKEI 225 du Japon (-0,5%). La bonne orientation du marché boursier est soutenue notamment par les signes de ralentissement de l'inflation aux États-Unis, qui ont renforcé les attentes de réduction des taux d'intérêt par la Réserve fédérale à partir de septembre 2024, ainsi que les solides résultats enregistrés par les entreprises du secteur technologique. Aux États-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont renforcés de 3,8% et 1,9% respectivement, après des baisses de 1,7% et

1,9% le mois précédent. En zone euro, les indices EUROSTOXX 50 et CAC 40 de la France ont progressé de 0,7% et 0,4% respectivement par rapport à leur moyenne d'avril 2024. De même, l'indice FTSE 100 du Royaume-Uni a enregistré une amélioration de 4,4% après celle de 2,5% le mois précédent.

En Afrique, hormis l'indice NSE du Nigeria (-2,9%), les autres indices, notamment le GSE du Ghana (+6,4%), le FTSE de l'Afrique du Sud (+5,0%) et le MASI du Maroc (+0,9%) se sont renforcés par rapport à leur valeur moyenne du mois précédent.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)

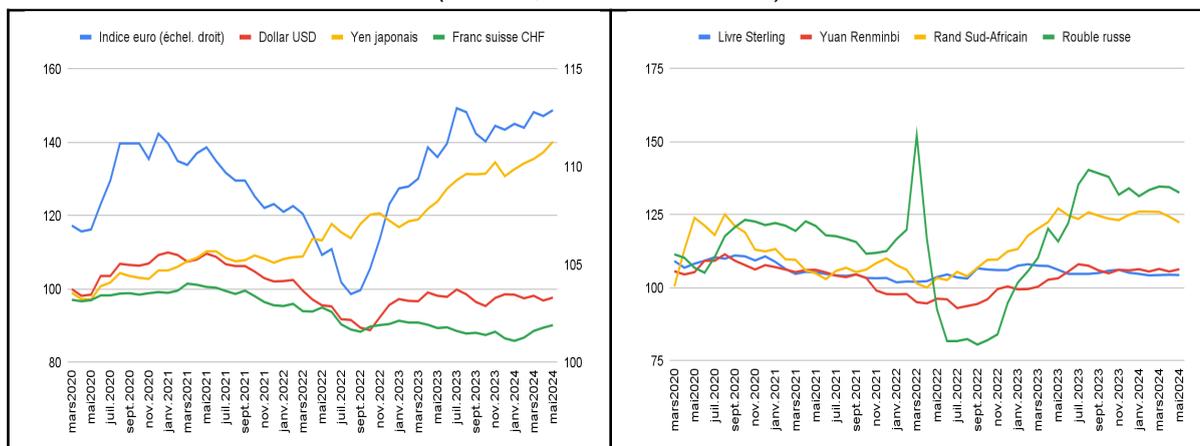


Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est apprécié de 0,3% en mai 2024 comparativement à son niveau moyen du mois précédent, après un repli de 0,2%. La monnaie des pays de la zone euro s'est renforcée de 2,1% face au yen japonais, de 0,8% par rapport au dollar américain et au dollar canadien et de 0,7% vis-à-vis du franc suisse. L'euro a aussi pris de la valeur face aux monnaies des pays émergents, notamment le rouble russe (+3,3%), la roupie indienne (+0,8%), le yuan chinois (+0,7%) et la livre turque (+0,7%). En revanche, la devise européenne s'est dépréciée par rapport au rand sud-africain (-1,6%), au dollar australien (-0,9%) et à la livre sterling (-0,1%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises (Indices, base 100 en 2016)

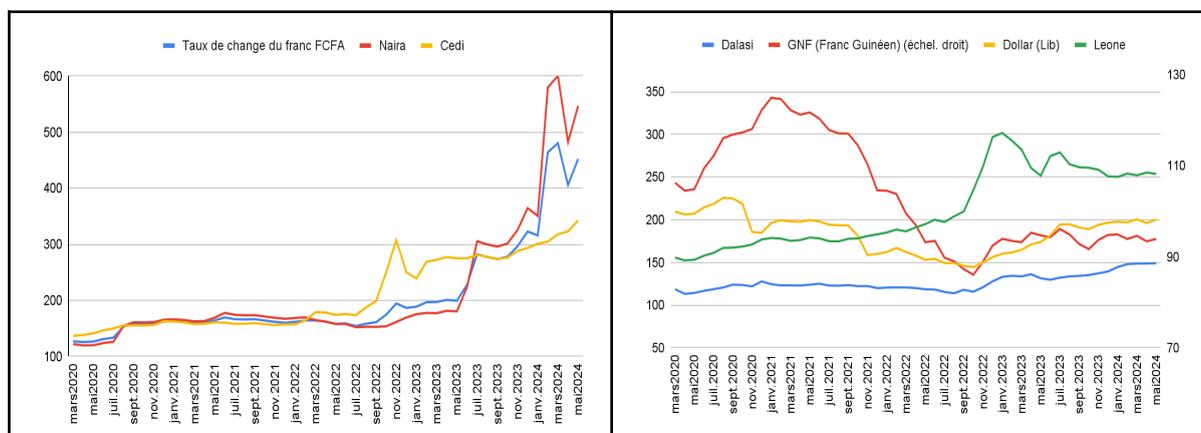


Sources : BCE, Bdf, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois de mai 2024, un renforcement de 11,4% comparé à sa valeur du mois précédent, en lien avec son appréciation

par rapport au naira (+13,4%), au cedi (+6,1%), au dollar libérien (+2,0%), au franc guinéen (+0,5%) et au dalasi gambien (+0,1%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA a perdu 0,6% de sa valeur face à la léone.

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 126,7% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA enregistre une hausse de 202,9% et 24,7% respectivement par rapport au naira et au cedi ghanéen.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs économiques disponibles à fin avril 2024 révèlent une évolution contrastée de l'activité économique à un rythme mensuel. La production industrielle a augmenté de 1,7%, en variation mensuelle, après une progression de 4,7% un mois auparavant. Le chiffre d'affaires du commerce de détail, quant à lui, s'est contracté de 2,4%, après une baisse de 4,8% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans tous les pays de l'Union à l'exception du Niger et du Mali. En outre, les prestations de services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 0,5% et 1,8% d'un mois à l'autre.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a enregistré une hausse de 1,7% en avril 2024, marquant un ralentissement par rapport à la progression de 4,7% observée le mois précédent. L'accroissement de la production industrielle est imputable à la production d'électricité, eau et gaz (+1,9 point) et aux activités extractives (+0,4 point). La contraction de la production de produits pétroliers raffinés (-0,9 point) et de l'activité des industries manufacturières (-0,6 point) a freiné l'expansion de la production industrielle.

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		2024	
	avril	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
Production des activités extractives	-0,4	1,9	4,1	0,4	4,9	3,4
dont pétrole brut et gaz naturel	0,7	0,6	4,7	-0,3	5,5	4,4
Industries manufacturières	0,9	-0,7	0,7	-0,6	3,1	3,1
dont produits alimentaires et boissons	2,2	-0,3	0,7	-1,8	1,4	-0,1
textiles	-0,8	-0,9	0,0	-0,8	0,2	0,2
produits pétroliers raffinés	0,6	0,1	1,2	-0,9	1,0	-0,1
Electricité, eau et gaz	0,7	2,1	-0,1	1,9	0,3	0,2
Indice Général	1,3	3,3	4,7	1,7	8,3	6,6

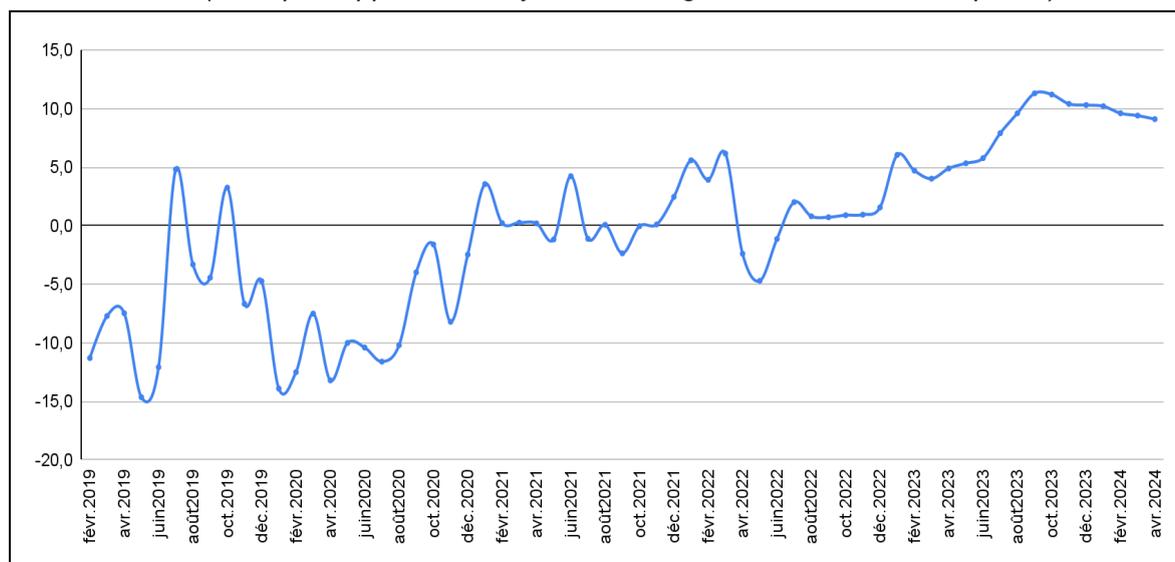
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, a augmenté de 6,6% en avril 2024, après une hausse de 8,3% un mois auparavant. Le dynamisme de l'activité économique est essentiellement tiré par le renforcement des activités extractives (+3,4 points après +4,9 points en mars 2024), de l'industrie manufacturière (+3,1 points comme le mois précédent) et de la production d'électricité, eau et gaz (+0,2 point après +0,3 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en avril 2024, par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +9,1 points contre +9,4 points en mars 2024. Par pays, une amélioration de l'activité dans le secteur des BTP a été relevée au Sénégal (+34,3 points), au Bénin (+14,1 points), en Côte d'Ivoire (+10,5 points), au Togo (+8,9 points), en Guinée-Bissau (+8,2 points) et au Burkina (+7,9 points). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Mali (-14,8 points) et au Niger (-12,7 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

Le chiffre d'affaires du commerce de détail a connu une baisse, en variation mensuelle, de 2,4% au cours du mois d'avril 2024, après une régression de 4,8% un mois plus tôt. La détérioration de l'activité, d'un mois à l'autre, dans le commerce de détail est principalement liée aux produits pétroliers (-2,3 points), aux produits pharmaceutiques et cosmétiques (-0,4 point), aux produits d'équipement de logement (-0,3 point), aux produits d'équipement de la personne (-0,2 point), aux produits alimentaires (-0,1 point) et aux produits divers (-0,1 point). Le renforcement de la vente d'automobiles, motocycles et pièces détachées (+1,0 point) a limité la contraction des activités commerciales.

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		2024	
	avril	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
Produits de l'alimentation	-0,5	0,0	0,3	-0,1	0,0	-0,1
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,0	0,1	0,3	-0,6	0,0	-0,8
Equipement de la personne	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,2	-0,1
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,2	-0,1
Equipement de logement	0,0	0,0	-0,5	-0,3	0,3	0,1
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0,2	-0,4	-1,1	1,0	1,2	2,7
dont véhicules automobiles neufs	0,1	-0,4	-0,6	1,3	1,0	2,8
Produits pétroliers	2,1	-1,1	-2,2	-2,3	0,8	-0,6
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0,9	-0,8	-1,0	-0,4	0,8	1,2
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0,9	-0,8	-1,0	-0,3	0,8	1,3
Produits divers	0,2	-0,3	-0,2	-0,1	0,3	0,5
INDICE GLOBAL	0,6	-2,6	-4,8	-2,4	3,5	3,8

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, est ressorti en hausse à 3,8% en avril 2024, après 3,5% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement due à la vente d'automobiles, motocycles et pièces détachées (+2,7 points), aux produits pharmaceutiques et cosmétiques (+1,2 point), aux produits divers (+0,5 point) et aux produits d'équipement de logement (+0,1 point). En revanche, les activités dans le commerce des produits pétroliers (-0,6 point), des produits d'équipement de la personne (-0,1%) et des produits alimentaires (-0,1 point) se sont détériorées.

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers ont augmenté de 0,5% en avril 2024, après un accroissement de 2,1% un mois plus tôt. Les services financiers ont suivi une tendance similaire enregistrant une progression de 1,8% en avril 2024, comparativement à une hausse de 0,5% le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2023		2024		mars	avril (*)
	mars	avril	mars	avril (*)		
Bénin	7,1	-2,0	-2,9	-1,6	1,0	1,3
Burkina	5,0	-4,6	3,6	-0,7	2,8	7,0
Côte d'Ivoire	2,8	1,1	1,4	2,7	5,8	7,4
Guinée-Bissau	0,2	0,1	0,0	0,0	0,9	0,7
Mali	13,4	-2,8	1,9	-0,9	-3,5	-1,7
Niger	3,8	-0,9	3,5	1,1	-0,2	1,8
Senegal	7,4	-2,0	4,1	1,5	3,8	7,5
Togo	12,6	-8,1	4,6	-7,7	3,7	4,2
INDICE GLOBAL	5,8	-1,5	2,1	0,5	3,3	5,4

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers se sont accrus de 5,4% en avril 2024, après une hausse de 3,3% un mois plus tôt. L'amélioration du chiffre d'affaires des services marchands est observée dans tous les pays de l'UEMOA, hormis le Mali (-1,7%). Les augmentations sont de 7,5% au Sénégal, 7,4% en Côte d'Ivoire, 7,0% au Burkina, 4,2% au Togo, 1,8% au Niger, 1,3% au Bénin et 0,7% en Guinée-Bissau.

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2023		2024		mars	avril (*)
	mars	avril	mars	avril (*)		
Bénin	-10,5	6,2	-8,8	3,3	13,2	10,1
Burkina	3,3	-0,9	2,4	-0,7	12,9	13,2
Côte d'Ivoire	-0,4	0,9	-0,8	0,4	16,8	16,2
Guinée-Bissau	-0,2	2,8	0,2	2,1	17,8	17,0
Mali	8,8	8,7	10,1	9,5	21,8	22,7
Niger	1,3	-4,6	-0,1	-4,0	7,1	7,7
Sénégal	2,2	1,7	1,2	2,2	10,3	10,8
Togo	0,3	-1,3	0,0	0,0	6,2	7,6
INDICE GLOBAL	0,7	1,8	0,5	1,8	14,2	14,2

Source : BCEAO

(*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est accru de 14,2%, en rythme annuel. Les hausses ont concerné l'ensemble des pays, à savoir le Mali (+22,7%), la Guinée-Bissau (+17,0%), la Côte d'Ivoire (+16,2%), le Burkina (+13,2%), le Sénégal (+10,8%), le Bénin (+10,1%), le Niger (+7,7%) et le Togo (+7,6%).

2.2. Inflation

L'inflation dans l'Union est ressortie, en mai 2024, en hausse par rapport à son niveau du mois précédent, en lien avec l'augmentation du rythme de progression des prix des produits alimentaires, atténuée par la décélération de la composante logement.

Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 4,3% en mai 2024, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à son niveau du mois précédent. L'analyse par fonction montre des accélérations au niveau des composantes "produits alimentaires" (+1,3 point de pourcentage), partiellement compensée par les décélérations notées sur les composantes "logement" (-0,4 point de pourcentage) et "transport" (-0,2 point de pourcentage).

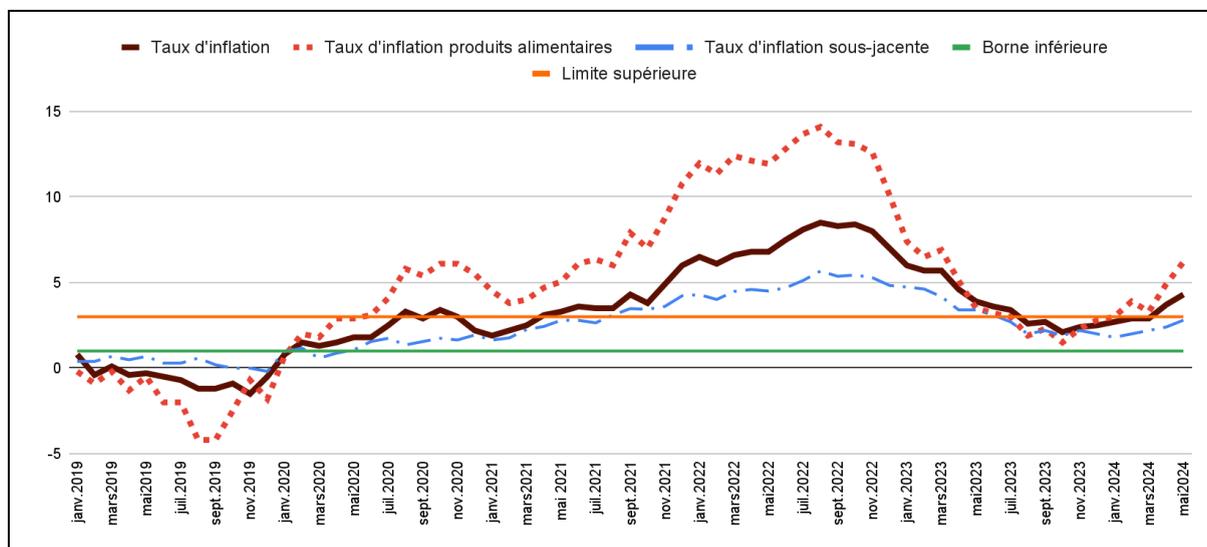
Les prix des produits alimentaires ont enregistré une augmentation de 6,2% au cours du mois sous revue, après une progression de 4,9% un mois plus tôt, portés notamment par le

renchérissement des tubercules (+12,9% contre +6,7%), des céréales (+8,1% contre +7,6%) et des légumes (+8,8% contre +4,6%). S'agissant de la composante "logement", l'évolution enregistrée est liée à la détente des prix des combustibles solides (+10,5% contre +14,2%), notamment le bois et le charbon de bois, au Bénin, au Burkina, au Niger et au Togo. Quant à la fonction "transport", la décélération de l'inflation s'explique par la stabilité, sur un an, des prix à la pompe des carburants dans les pays de l'Union et dans un contexte de ralentissement de l'évolution des cours mondiaux du pétrole.

L'analyse par pays révèle des augmentations de l'inflation au Niger (+13,0% contre +11,0%), en Côte d'Ivoire (+4,9% contre +3,6%), au Togo (+3,9% contre +2,6%), en Guinée-Bissau (+3,2% contre +2,9%) et au Mali (+1,2% contre +0,9%). Par contre, des décélérations sont notées au Bénin (+1,9% contre +3,1%), au Sénégal (+2,1% contre +2,3%) et au Burkina (+3,4% contre +3,7%).

Le renchérissement des produits alimentaires en mai 2024 est attribuable à la combinaison de plusieurs, notamment les entraves aux circuits d'approvisionnement des marchés, en relation avec la persistance de l'insécurité, ainsi que les mesures de restrictions des échanges prises par certains pays. L'augmentation des prix des denrées alimentaires est également portée par l'accroissement des tensions sur les marchés céréaliers de l'Union, en lien avec une faiblesse de l'offre, consécutive aux résultats mitigés de la campagne agricole 2023/2024, caractérisée par une hausse de seulement 2,0% de la production vivrière, contre +17,0% lors de la campagne précédente. Par ailleurs, la période a également été marquée par une remontée des coûts du fret (+113,5% contre +61,7% en avril 2024), induite par l'augmentation des primes d'assurance contre les risques pour les navires marchands traversant la mer Rouge et le renchérissement des coûts logistiques pour les navires contraints à effectuer des détours avec des itinéraires plus longs.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacent, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, est ressorti à 2,8% en mai 2024 contre 2,4% le mois précédent.

III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

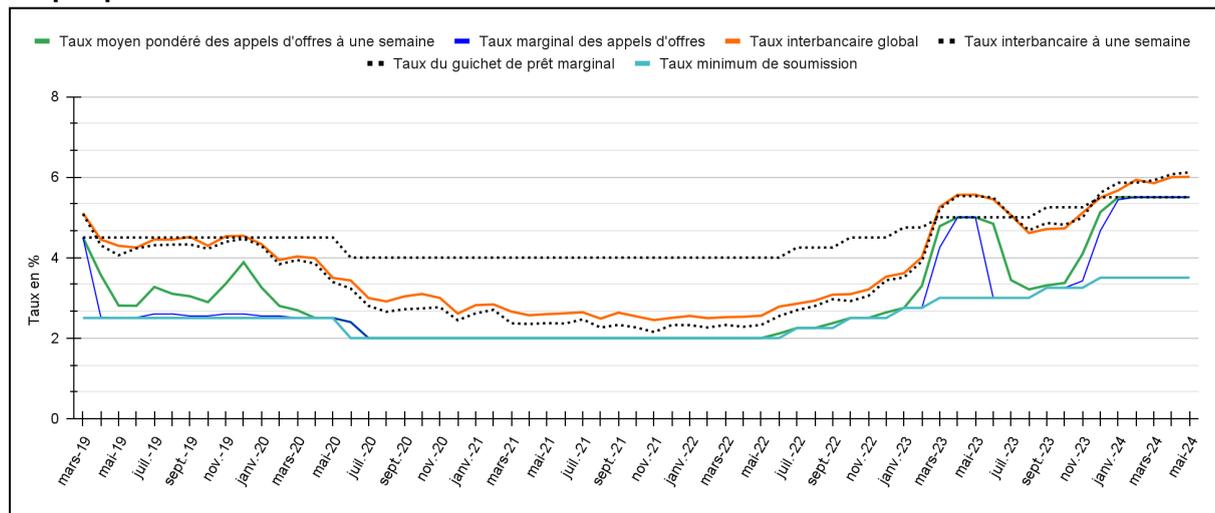
La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, le 4 juin 2024, la deuxième session ordinaire de son Comité de politique monétaire (CPM) de l'année 2024 de la BCEAO au cours de laquelle l'instance a maintenu inchangés les principaux taux directeurs, en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Ainsi, le taux minimum de soumission

aux appels d'offres d'injection de liquidité reste à son niveau de 3,50% et le taux du guichet de prêt marginal, à son niveau de 5,50%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Les taux moyens pondérés des appels d'offre à une semaine et le taux marginal des appels d'offre sont restés stables entre avril et mai à 5,50%. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine a augmenté de 5 pnb en passant de 6,07% en avril à 6,12% en mai 2024. Globalement, les échanges sur le marché interbancaire se sont effectués, en moyenne, à 6,01% en mai 2024, en hausse de 1 pnb par rapport à avril 2024 et de 44 pnb par rapport à la valeur d'il y a un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois d'avril 2024 se sont endurcis de 18 pnb par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 7,19% en avril 2024 et à 6,77% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a progressé au Niger (9,50% contre 8,60%), au Sénégal (7,11% contre 6,40%), au Mali (8,22% contre 7,57%), au Burkina (7,88% contre 7,26%) et au Togo (7,97% contre 7,54%). Par contre, une baisse a été observée en Guinée-Bissau (7,30% contre 8,51%), au Bénin (7,47% contre 7,76%) et en Côte d'Ivoire (6,63% contre 6,85%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme ont régressé de 23 pnb pour s'établir à 5,17%, contre 5,40% un mois plus tôt et 5,25% une année auparavant. Par pays, la rémunération des dépôts s'est détériorée dans tous les pays à l'exception du Mali où les taux créditeurs ont augmenté de 5 pnb (5,51% contre 5,46%). Les baisses concernent la Côte d'Ivoire (3,76% contre 4,39%), le Niger (5,55% contre 6,05%), le Burkina (5,67% contre 6,09%), la Guinée-Bissau (3,50% contre 3,88%), le Togo (5,61% contre 5,83%), le Bénin (5,39% contre 5,54%) et le Sénégal (5,66% contre 5,68%).

3.3. Liquidité bancaire

En avril 2024, les facteurs autonomes ont exercé une incidence négative de 100,5 milliards sur la trésorerie des banques. Cette incidence s'explique par le solde des mouvements de billets ainsi que celui des opérations des Etats avec les banques et autres facteurs nets qui sont ressortis respectivement à 206,5 milliards et 333,2 milliards. En revanche, le solde positif des transferts des banques a, pour sa part, compensé cette détérioration de la liquidité propre des

banques à hauteur de 439,2 milliards. Durant la même période, le refinancement accordé par la BCEAO aux banques de l'UEMOA a augmenté de 45,9 milliards.

Tableau 6 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques (montants en milliards de FCFA)

	avr-23 / mars-23	mars-24 / févr-24	avr-24 / mars-24
Circulation fiduciaire (1)	241,7	228,0	206,5
Transferts nets des banques (2)	69,5	-377,6	439,2
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	-115,9	346,6	-333,2
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	-288,2	-259,0	-100,5
Réserves obligatoires (5)	-36,8	25,8	-36,0
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	251,4	284,8	64,5
Refinancements (7)	368,3	85,3	45,9
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	80,2	-173,7	-54,6

Source : BCEAO

En conséquence, la liquidité bancaire s'est détériorée de 54,6 milliards d'un mois à l'autre.

Tableau 7 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

	Encours			Variation (en milliards)	
	avr. 23	mars 24	avr. 24	mars-24 / févr-24	avr-24 / mars-24
Guichet hebdomadaire	6 236,0	7 079,9	7 378,5	299,9	298,6
Guichet mensuel	1 605,0	558,3	533,3	-25,0	-25,0
Guichet de prêt marginal	3,6	436,2	383,4	-114,6	-52,7
Guichet de relance	853,5	375,0	200,0	-75,0	-175,0
Guichet de Soutien et de Résilience	6,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	8 704,4	8 464,0	8 514,6	85,3	45,9

Source : BCEAO

L'examen de la constitution des réserves obligatoires par les banques pendant la période allant du 16 mars 2024 au 15 avril 2024 révèle un excédent par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves excédentaires des banques se sont élevées à 1.183,4 milliards, représentant ainsi 99,1% des réserves requises contre 1.186,7 milliards (96,5% des réserves obligatoires) sur la période précédente.

Tableau 8 : Niveau des réserves excédentaires selon la présence au refinancement (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	En % des réserves requises
Bénin	96,6	90,4	106,9	1,7	0,7	232,7	98,4	107,9
Burkina	131,1	130,3	100,6	2,6	1,5	173,6	133,6	101,4
Côte d'Ivoire	430,2	407,2	105,7	190,6	46,5	409,5	620,8	136,8
Guinée-Bissau	3,6	5,4	66,9	0,4	2,1	19,0	4,0	53,5
Mali	-0,5	140,3	-0,3	0,0	0,0	-	-0,5	-0,3
Niger	2,9	46,9	6,2	5,7	1,0	575,1	8,6	17,9
Sénégal	89,0	208,8	42,6	184,7	45,0	410,4	273,7	107,8
Togo	31,8	31,2	101,9	12,9	36,2	35,6	44,7	66,3
UMOA	784,8	1 060,6	74,0	398,6	133,1	299,5	1 183,4	99,1

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

² Les données des encours ne concernent que les banques

3.4. Monnaie

En avril 2024, le rythme de progression de la masse monétaire est ressorti, en glissement annuel, à 2,7%, après 3,7% atteint le mois précédent, en lien avec l'évolution de ses contreparties. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire a augmenté de 5,0% en avril 2024, après 4,9% en mars 2024, tandis que les dépôts ont connu une baisse de leur rythme de progression, en passant de 3,3% à fin mars 2024 à 2,0% à fin avril 2024.

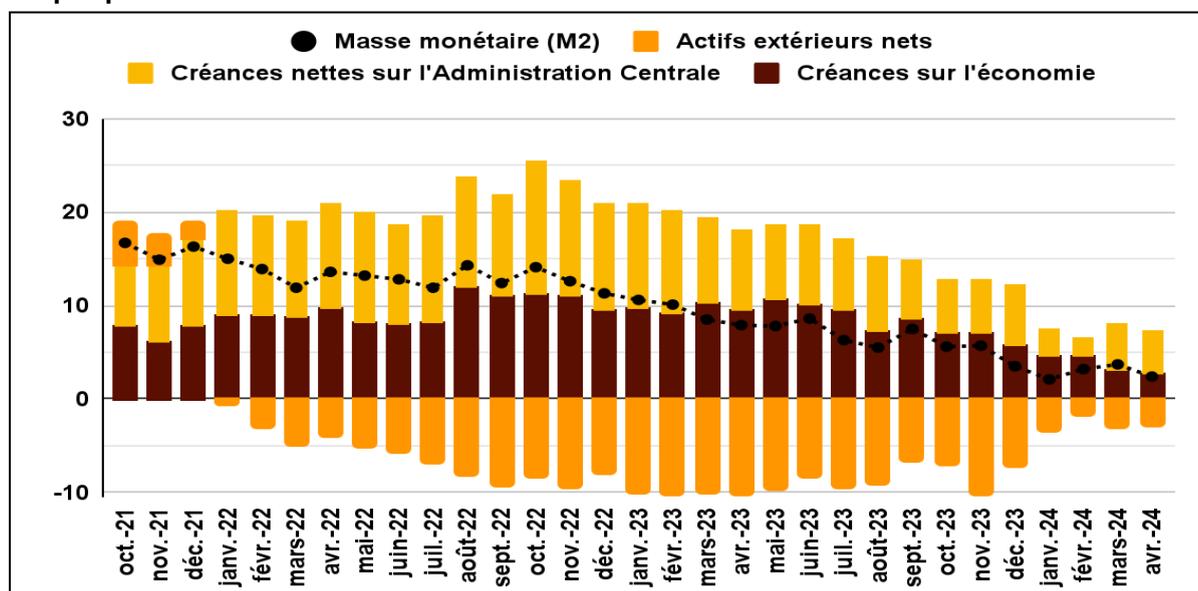
Tableau 9 : Situation monétaire à fin avril 2024 (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mars-23	avr.-23	mars-24	avr.-24	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	45 659,1	46 004,9	47 335,7	47 233,0	0,8	-0,2	3,7	2,7
Circulation fiduciaire	10 294,6	10 438,8	10 799,1	10 955,6	2,4	1,4	4,9	5,0
Dépôts	35 364,4	35 566,1	36 536,6	36 277,4	0,4	-0,7	3,3	2,0
Actifs extérieurs nets	2 878,0	2 943,1	1 456,7	1 835,2	-29,9	26,0	-49,4	-37,6
Créances intérieures	53 444,2	53 959,1	57 847,9	57 087,6	2,2	-1,3	8,2	5,8
Créances nettes sur APUC	20 897,6	21 329,2	23 635,4	23 225,1	5,3	-1,7	13,1	8,9
Créances sur l'économie	32 546,6	32 629,9	34 212,5	33 862,6	0,2	-1,0	5,1	3,8

Source : BCEAO

La progression de la masse monétaire à fin avril 2024 résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.008,5 milliards ou +5,8%), dont l'effet a été atténué par la dégradation des Actifs Extérieurs Nets.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin avril 2024, les AEN des institutions de dépôt de l'Union se sont contractés de 1.107,9 milliards, en un an.

3.4.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 5,8% à fin avril 2024, après 8,2% en mars 2024. En lien avec le recours des Etats au marché financier régional pour le financement du déficit public, les créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale se sont accrues de 8,9% à fin avril 2024, après 13,1% à fin mars 2024.

Le financement du secteur privé est demeuré dynamique. Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 3,8% à fin avril 2024 après 5,1% à fin mars 2024. Les crédits accordés aux entreprises non financières ont augmenté de 2,7% et ceux octroyés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrues de 6,8% à fin avril 2024, après respectivement 7,4% et 6,0% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

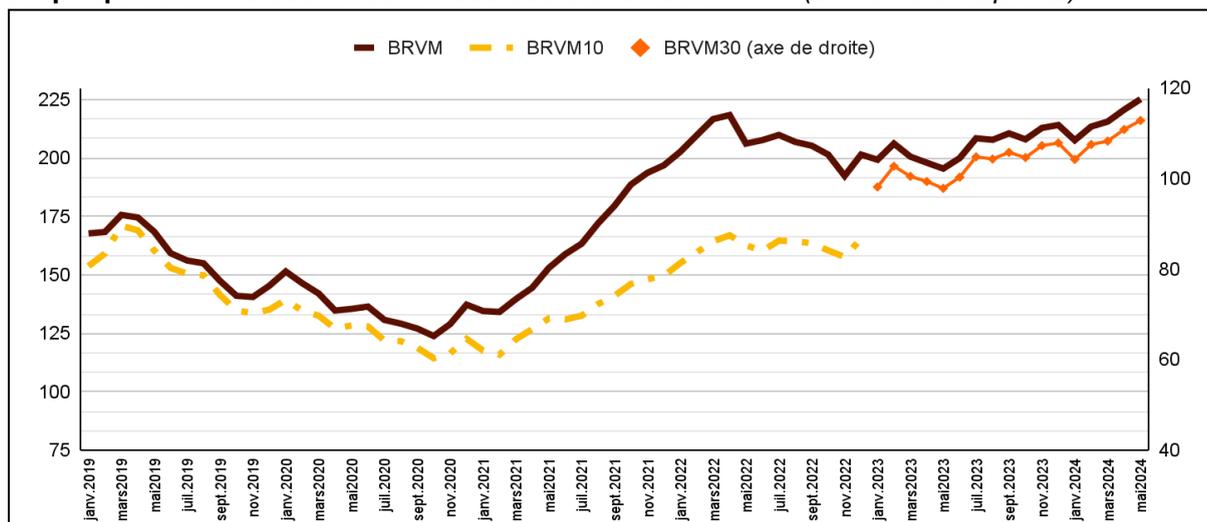
Les activités du marché boursier régional ont connu des évolutions à la hausse. Les Etats ont, pour leur part, mobilisé un total de 786,5 milliards en mai 2024 sur le marché financier.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché des évolutions à la hausse. A fin mai 2024, l'indice global, le BRVM Composite, s'est renforcé de 2,1% par rapport à sa valeur à fin avril 2024, pour s'établir à 225,3 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, a progressé de 1,8% par rapport à sa valeur à fin avril 2024, pour se situer à 112,8 points. A la date du 20 juin 2024, l'indice BRVM Composite a augmenté de 1,6% par rapport à sa valeur de fin mai 2024. De même, l'indice BRVM 30 s'est accru de 1,3% sur la même période.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés respectivement de 15,2% et 15,3% par rapport à fin mai 2023.

Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

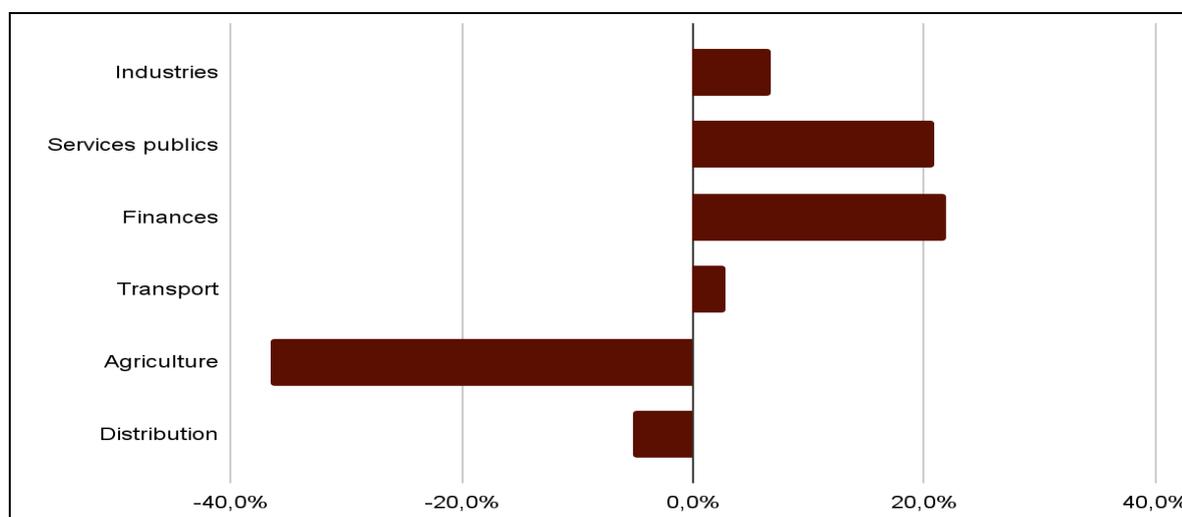


Source : BRVM

S'agissant de la capitalisation boursière totale, elle s'est accrue de 7,8% par rapport à fin mai 2023 pour s'établir à 18.689,3 milliards. Cette orientation haussière a été imprimée notamment par le renforcement des indices des branches « Finances » : +21,9%, « Services publics » : +20,9%, « Industrie » : +6,8% et « Transport » : +2,8%, amoindri par les branches « Agriculture »

: -36,6% et « Distribution » : -5,2%. Dans le détail, la capitalisation des actions a progressé de 15,2% à 8.381,5 milliards et celle des obligations de 1,9% à 10.307,7 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mai 2024 en variation annuelle



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées par les Etats membres de l'UMOA à fin mai 2024 se sont établies à 666,5 milliards, dont 297,7 milliards de bons du Trésor (44,7%) et 368,8 milliards d'obligations (55,3%). Les ressources mobilisées ont baissé de 156,3 milliards (-19,0%) comparées au mois précédent, en raison notamment de la diminution des émissions de bons (-220,1 milliards), atténuée par l'accroissement de celle des obligations (+63,8 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a progressé de 1,6% (+10,7 milliards).

Le taux de couverture³ global des montants mis en adjudication par les souscriptions a progressé en mai 2024, ressortant à 137,4%, contre 124,4% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** a, au cours du mois sous revue, enregistré une seule émission, pour un montant global de 120,0 milliards, contre 80,0 milliards le mois précédent, soit une hausse de 40,0 milliards. En glissement annuel, le volume des émissions a baissé de 30,0 milliards (-20,0%).

Tableau 10 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mai 2023	avril 2024	mai 2024	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	478,6	517,8	297,7	-220,1	-42,5	-180,9	-37,8
Obligations	327,2	385,0	488,8	103,8	27,0	161,6	49,4
-Par adjudication	177,2	305,0	368,8	63,8	20,9	191,6	108,1
-Par syndication	150,0	80,0	120,0	40,0	-	-30,0	-20,0
Total adjudication	655,8	822,8	666,5	-156,3	-19,0	10,7	1,6
Total marché régional des titres publics	805,8	902,8	786,5	-116,3	-12,9	-19,3	-2,4
Marché des eurobonds	0	0	0	-	-	-	-
Total général	805,8	902,8	786,5	-116,3	-12,9	-19,3	-2,4

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Les taux d'intérêt se sont assouplis, aussi bien pour les bons que pour les obligations, d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons a régressé de 67 points de base (pdb) pour s'établir à 7,32% en mai 2024, contre 7,99% en avril 2024. De même, le rendement moyen pondéré sur les obligations a diminué de 36 pdb pour ressortir à 7,75% en mai 2024. Par rapport à la même période de l'année précédente, les coûts des emprunts publics sont ressortis en hausse, respectivement de 66 pdb et 63 pdb pour le taux moyen pondéré des bons du Trésor et le rendement moyen pondéré des obligations.

Les **marchés internationaux** des capitaux n'ont pas enregistré d'opérations des Etats membres au cours du mois sous revue.

Tableau 11 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	mai 2023	avril 2024	mai 2024	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	6,66	7,99	7,32	-0,67	0,66
Obligations	6,60	7,77	7,44	-0,33	0,84
<i>Par adjudication</i>	7,12	8,11	7,75	-0,36	0,63
<i>Par Syndication</i>	6,00	6,50	6,47	-0,03	0,47
Eurobonds	-	-	-	-	-

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

La progression de l'activité économique se poursuivrait dans l'Union. Les perspectives économiques sont favorables. Elles restent toutefois tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire ainsi que des effets climatiques. Les performances des économies de l'UEMOA seraient portées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière.

5.1. Croissance

Dans les mois à venir, le dynamisme de l'activité économique de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement soutenue par la hausse attendue de la demande intérieure et l'amélioration continue de certains secteurs tels que l'agriculture vivrière, le commerce, les services marchands et non marchands, le transport et le BTP.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, l'activité économique dans l'ensemble des secteurs serait bien orientée et les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances, malgré la dégradation des conditions de production. Les branches commerciales, les industries manufacturières et extractives, ainsi que les services marchands et financiers devraient connaître une accélération.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique, en glissement annuel, progresserait de 5,4% et 5,7% respectivement aux deuxième et troisième trimestres 2024, après une estimation de 5,1% au premier trimestre 2024. Les bonnes performances de la demande intérieure renforceraient la croissance économique des pays de l'UEMOA.

A la fin du premier trimestre 2024, l'acquis de croissance est ressorti à 3,6%. Globalement, en moyenne, sur l'ensemble de l'année 2024, il est attendu une croissance du PIB de 6,1%, après 5,7% en 2023.

Tableau 12 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	1T2023	2T2023	3T2023	4T2023	1T2024	2T2024	3T2024
Secteur primaire	1,5	1,4	1,3	1,3	1,4	1,3	1,4
Agriculture vivrière	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1
Sylviculture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Pêche et élevage	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Secteur secondaire	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7
Activités extractives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Industries manufacturières	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Secteur tertiaire	3,5	3,6	3,4	3,0	3,2	3,4	3,6
Commerce	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8
Transports, postes et communications	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Services non marchands	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	0,9
Impôts et taxes	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
Produit Intérieur Brut	5,6	5,7	5,4	4,8	5,1	5,4	5,7

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situeraient le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 3,1% à fin mai 2024, en hausse de 0,4 pdp par rapport à son niveau d'avril 2024. La hausse de 1.975,4 milliards qui en résulterait, serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 7,2%, atténué par la baisse des AEN des institutions de dépôt.

En particulier, le renforcement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+11,2%) et de celle des créances sur l'économie (+5,0%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin mai 2024 par la hausse des dépôts (+3,5%) et de la circulation fiduciaire (+5,5%).

5.3. Inflation

L'atténuation des tensions sur les prix résulterait notamment de l'incidence des mesures de baisse des prix de produits de première nécessité annoncées le 13 juin 2024 par le Gouvernement du Sénégal. Toutefois, le niveau de l'inflation, hors de la fourchette cible prévue par l'Union pourrait s'expliquer par le maintien des pressions sur les prix des produits céréaliers, notamment dans les pays sahéliens dont la production céréalière s'est contractée au cours de la campagne agricole 2023/2024.

Tableau 13 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 19	déc. 20	déc. 21	déc. 22	avril 24	mai 24	juin 24	juil. 24
Produits alimentaires et boissons	-0,5	1,8	4,7	4,6	1,9	2,9	2,7	2,6
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,2	-0,1	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4
Ameublement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,1	0,0	0,2	0,7	0,3	0,2	0,2	0,2
Communication	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Restaurants et Hôtels	0,0	0,2	0,1	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2
Autres biens	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	-0,5	2,2	6,0	7,0	3,7	4,3	4,0	3,9

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024			
	avril	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	-0,5	0,0	0,3	-0,1	0,0	-0,1
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0,4	-0,2	0,0	0,3	0,0	0,5
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	-0,1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,3
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,0	0,1	0,3	-0,6	0,0	-0,8
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,2	-0,1
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,2	-0,1
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	0,0	0,0	-0,5	-0,3	0,3	0,1
Ameublement, équipements et produits ménagers	0,0	0,2	-0,4	0,0	0,0	-0,1
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0,0	-0,2	0,0	-0,3	0,3	0,2
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIÈCES DÉTACHÉES	-0,2	-0,4	-1,1	1,0	1,2	2,7
Véhicules automobiles neufs	0,1	-0,4	-0,6	1,3	1,0	2,8
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,0
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0,2	-0,1	-0,4	-0,1	0,1	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
PRODUITS PÉTROLIERS	2,1	-1,1	-2,2	-2,3	0,8	-0,6
Produits pétroliers	2,1	-1,1	-2,2	-2,3	0,8	-0,6
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMÉTIQUES	-0,9	-0,8	-1,0	-0,4	0,8	1,2
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0,9	-0,8	-1,0	-0,3	0,8	1,3
Parfumerie et produits de beauté	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
PRODUITS DIVERS	0,2	-0,3	-0,2	-0,1	0,3	0,5
Machines de bureau et matériel et informatique	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,1	-0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Autres produits	0,3	0,0	-0,2	0,1	0,3	0,5
INDICE GLOBAL	0,6	-2,6	-4,8	-2,4	3,5	3,8

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024			
	avril	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-0,4	1,9	4,1	0,4	4,9	3,4
Pétrole brut et gaz naturel	0,7	0,6	4,7	-0,3	5,5	4,4
Minerais d'uranium et de thorium	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,2	-0,3
Minerais métalliques	-1,0	0,6	-0,4	0,2	-0,4	-0,7
Autres minerais	-0,2	0,5	-0,2	0,3	0,0	-0,1
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	0,9	-0,7	0,7	-0,6	3,1	3,1
Produits alimentaires et de boissons	2,2	-0,3	0,7	-1,8	1,4	-0,1
Produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Textiles	-0,8	-0,9	0,0	-0,8	0,2	0,2
Articles d'habillement	-2,2	0,2	-0,7	-0,7	-1,0	-1,9
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,6	0,5	-0,5	0,7	0,3	0,6
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,0	-0,1	0,0	0,2	0,0	0,3
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits pétroliers raffinés	0,6	0,1	1,2	-0,9	1,0	-0,1
Produits chimiques	1,1	0,0	0,2	0,0	0,0	-0,1
Caoutchouc et matières plastiques	0,4	0,1	-1,5	2,6	-0,5	2,1
Autres produits minéraux non métalliques	-0,2	0,8	0,3	-0,1	0,8	-0,2
Produits métallurgiques de base	-0,2	0,6	-0,2	1,1	0,9	1,5
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,3	-1,5	1,3	-1,0	0,1	0,5
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	0,7	2,1	-0,1	1,9	0,3	0,2
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,6	1,9	-0,1	1,7	0,2	0,1
Eau	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1
Indice Général	1,3	3,3	4,7	1,7	8,3	6,6

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST